Questions orales

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le président, je vais justement rencontrer le ministre de la Consommation et des Corporations à ce sujet cette semaine. Notre réponse sera communiquée à la Chambre très prochainement.

* * *

L'ADMINISTRATION

LE RAPPORT DE LA COMMISSION PARKER

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Pourrait-il nous confirmer que le gouvernement a reçu au moins la version préliminaire du rapport d'enquête du juge Parker sur le conflit d'intérêts impliquant l'ex-ministre de l'Expansion industrielle régionale?

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je ne peux rien confirmer du tout car je ne sais pas si nous l'avons reçue.

ON DEMANDE QUE LE RAPPORT SOIT RENDU PUBLIC

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, le ministre pourrait-il vérifier? Et nous promettrait-il que le rapport du juge Parker sera rendu public dans sa version originale, qu'il ne sera pas remanié ou censuré?

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, j'imagine que le député pose sa question en tant que spécialiste de la censure du parti libéral. Je lui répondrai donc simplement que je me renseignerai. Ces questions concernent le bureau du Conseil privé qui relève lui-même de la Loi sur les enquêtes publiques. Je suis sûr qu'on me prévient de la réception de ce rapport le cas échéant, et j'informerai le député du résultat de mes démarches.

* * *

L'AGRICULTURE

LA SITUATION DES CÉRÉALIERES DE L'OUEST

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Quels que soient les points forts et les faiblesses de l'initiative de diversification de l'Ouest, le programme ne fait rien pour s'attaquer à la crise qui sévit dans le secteur agricole au Canada, surtout dans l'Ouest. Le premier ministre s'est rendu dans l'Ouest et il est au courant des difficultés qu'éprouvent les agriculteurs. Maintenant qu'il a convoqué une session d'urgence du Parlement, s'attaquera-t-il à une véritable urgence, en l'occurrence à la crise agricole dans l'Ouest? Annoncera-t-il les mesures que son gouvernement prendra pour fournir une aide d'urgence aux céréaliers pour la campagne agricole de 1987-1988?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député doit savoir et, s'il ne le sait pas déjà, il sera certainement heureux de l'apprendre, que nous continuons nos rencontres avec les dirigeants du secteur agricole. Mon collègue, le ministre chargé de la Commission canadienne du blé, et le premier ministre ont déjà rencontré les dirigeants du secteur agricole. Les réunions continueront. De fait, la prochaine aura lieu à Winnipeg le 27 août.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, le gouvernement a annoncé une nouvelle réduction de 18 p. 100 du prix des céréales qui entre en vigueur immédiatement. Le moment n'est-il pas venu pour le gouvernement de prendre un engagement quelconque envers les agriculteurs pour que ceux-ci sachent ce qu'il compte faire et pour qu'ils soient certains de pouvoir se maintenir à flot cette année?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député sait que nous venons de poster les chèques dans le cadre du Programme spécial canadien pour les grains. Ce programme représente le versement gouvernemental le plus important de l'histoire du Canada, soit 1 milliard de dollars.

A mon avis, le fait même que nous avons confirmé l'engagement de notre gouvernement et que nous poursuivons les rencontres—il y en a eu trois jusqu'ici et la prochaine, comme je l'ai déjà dit, se tiendra à Winnipeg le 27 août—montre clairement que le gouvernement respectera ses engagements à cet égard à cause de la priorité qu'il accorde à l'agriculture et parce qu'il reconnaît que les producteurs de céréale et de graines oléagineuses du Canada éprouvent de sérieuses difficultés à l'heure actuelle.

Nous allons continuer de collaborer avec les dirigeants du secteur agricole parce que, selon nous, nous pourrions mettre sur pied un meilleur programme en collaborant avec eux et en leur permettant de mettre les détails de ce programme au point plutôt qu'en prenant des mesures unilatérales.

* * *

[Français]

LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

LA NOUVELLE AGENCE SPATIALE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale, et ministre chargé de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Je voudrais lui rappeler que les Canadiens et surtout les Montréalais attendent avec beaucoup d'impatience de connaître quelle sera la décision finale concernant l'Agence spatiale qui a été annoncée par ce gouvernement à maintes reprises. D'abord, on devait l'annoncer en février dernier et en juin, et maintenant on apprend que la décision est encore retardée.